

Lisez le journal numérique
sur le site : lindependant.org

Le D'émocrate

N° 1183 DU MARDI 28 SEPTEMBRE 2011 - ONE CFA 500 * HEBDOMADAIRE INDEPENDANT D'ANALYSES ET D'INFORMATION



Tibou Kamara sur le 28 septembre

«J'ai trouvé le capitaine Dadis assis, les mains sur la tête»

François Louncény Fall,
ex-Premier ministre guinéen

« Je serai candidat à la prochaine présidentielle »

P.8

Retour Fougueux de Lansana Kouyaté

La Maison Centrale sous le feu des critiques

P.5

Le défi de la démocratie en Guinée

L'UFDG dénonce avec fermeté l'organisation électorale du MATD et met en question la sincérité de la transition

P.3



P.4

Suspension du contrôle des permis et des cartes grises

Le gouvernement rejette la demande des syndicats

JUSTICE/SOCIÉTÉ

Le colonel Jean-Claude Pivi alias « Coplan » wanted...

Il y a quelques dizaines d'années, quand les films western mettant aux prises des méchants et des gentils étaient en vogue, on se précipitait dans les salles de cinéma pour suivre religieusement les projections jusqu'à la fin. Pour les férus de dessins animés, on ne se lassait de ces histoires que quand l'acteur principal avait réussi par un « tour de magie » digne de Lucky Luke (Ndlr : le fameux « homme qui tire plus vite que son ombre ») à mystifier tous ses adversaires avec le fameux « The end » (Fin).



On est bien loin des aventures burlesques de Rantamplan (Ndlr : le chien le plus bête de l'Ouest) ou des fameux Daltons, ces rois de la cavale en tenues rayées de prisonniers qui

finissent toujours... au gnouf. On est bien dans la réalité qui, malheureusement, commence à tourner à la tragi-comédie.

En vérité, dans le marigot trouble guinéen, les acteurs s'échangent les rôles et poussent leur avantage en fonction des circonstances et de leurs intérêts, parfois

dans des scénarii improbables, voire ahurissants.

Hier, l'homme le plus recherché de Guinée était celui, qui enfilait ses habits de « justicier » pour faire sa loi, exerçant au passage sa technique bien maîtrisée de transformer un homme en fagot de bois.

Le colonel Jean-Claude Pivi était pourtant jusqu'au samedi 4 novembre 2023 entre les mains de ceux qui viennent, si on se fie à un communiqué du ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, Charles Alphonse Wright, de mettre sur la table une prime de... 500 millions de francs guinéens.

« Wanted », comme au temps des chasseurs de primes, comme aux heures les plus sombres du Far West ! Carrément ! Si on n'était pas dans la réalité, avec son lot de morts (Ndlr : au moins 9 morts dont une fillette de 6 ans), on devrait se pincer pour y croire.

Cette annonce sème le trouble quant à l'avancée réelle des enquêtes

concernant Pivi – un commando formé par les meilleurs -, que l'on distinguait avec ses chapeaux bizarres couverts de cauris que l'opinion guinéenne a vraiment découvert lors de mutineries des forces armées au cours des années 1999-2000, sous l'ex président Lansana Conté.

Décrit par certains comme une « brute épaisse », ceux qui connaissent de plus près ce karatéka capable de briser une brique d'un coup de poing disent qu'ils sont souvent étonnés par son air débonnaire voire affable dans la vie de tous les jours.

Seulement voilà, l'image de tous les jours est bigrement ternie par les accusations portées contre lui, suite aux dramatiques événements du 28 septembre 2009, quand une horde de militaires, gendarmes et policiers a fondu sur le grand stade de Dixinn pour y commettre meurtres (au moins 157 tués), viols (au moins 100 femmes violées) et des

centaines d'autres très graves exactions.

Le plus hallucinant est le fait que celui qu'on décrit à tort ou à raison comme « chef du commando » qui a réussi le tour de passe passe de mystifier tous les gardes dit « aguerris » lourdement armés – dont des éléments des Forces Spéciales, la « Navy Steal » version tropicale – de la Maison Centrale, Verny Pivi (le fils de l'autre) pour ne pas le nommer, aurait prévenu qu'il allait venir « libérer » son père...

Comment a-t-il pu défier tout le dispositif sécuritaire autour de la prison de Conakry – qui n'a théoriquement rien du bain poreux des Daltons – pour parvenir à ses fins ?

Après avoir permis à un homme comme Pivi de se faire la malle, on en est réduit à un exercice de communication qui pourrait être diversement interprété. Qu'est-ce qu'on gagnerait à se taire et travailler en silence !

Oumar Camara

Le Démocrate

Hebdomadaire d'information et d'analyses édité par la Société de Presse et d'Impression (SPIC)

Siège: Quartier Kipé Dadiya
Commune de Ratoma
servicecommercial@lindependant.org
Tél : 628.529.162 / 628.85.84.18
Conakry

Directeur de Publication

Alpha Amadou DIALLO: 628.85.84.18
Email:
alphaamadoudiallo@lindependant.org
dialloalphaamd2000@gmail.com

Redacteur en chef

Algassimou DIALLO
Comité de rédaction
Alpha Amadou DIALLO
Amadou Tidiane DIALLO
Algassimou L DIALLO

Collaborateurs

Oumar CAMARA
Abdoul Chaolis DIALLO
Saliou KEITA
Louda DIA

P.A.O

G. SOUMAORO
Tél. (+224) 628.529.162

Recouvrements, Abonnements,

Marketing, Publicités & Annonces
servicecommercial@lindependant.org
Amadou Tidiane DIALLO
Tél. (+224) 666 60 79 99
Amadoutidianediallo

@lindependant.org

Distribution: SPIC / Maison du Livre

Impression: SPIC/Imprimerie Le Scribe

Lisez le journal numérique sur le site
<https://lindependant.org>

CELLOU DALEIN DIALLO

Chef de mission d'observation électorale à Madagascar dans un contexte tendu

Le 16 novembre 2023, les citoyens malgaches seront appelés aux urnes pour choisir leur prochain leader parmi une dizaine de candidats, dont le président sortant Andry Rajoelina. Dans cette perspective cruciale, l'ancien Premier ministre guinéen, Cellou Dalein Diallo, a dévoilé samedi son intention de se rendre à Madagascar en tant que chef de mission d'observation électorale.

S'adressant à ses partisans par le biais d'une visioconférence, le président de l'Union des forces

démocratiques de Guinée (UFDG) a exprimé sa gratitude envers les militants présents à l'assemblée générale du 11 novembre. « Je ne suis pas surpris par l'ampleur de la mobilisation », a-t-il déclaré, soulignant sa fierté envers un parti dont les membres sont engagés à défendre les valeurs et à poursuivre la lutte pour l'accession au pouvoir, dans le seul but de redresser et de servir la Guinée.

Dalein Diallo a exhorté ses partisans à maintenir leur mobilisation pour

propulser l'UFDG au pouvoir. « Je suis très fier de notre parti », a-t-il ajouté. Depuis l'étranger, il a assuré à ses partisans de son bien-être, révélant sa désignation par l'Internationale Libérale pour diriger une mission d'observation électorale à Madagascar.

Cependant, l'élection à venir risque de se dérouler dans un contexte tendu, marqué par des manifestations régulières de l'opposition. La présidente de l'assemblée malgache, Christine Razanamahasoa, a appelé à la suspension de



l'élection présidentielle, arguant que les conditions nécessaires pour un scrutin apaisé, crédible et accepté par tous ne sont pas réunies. Une déclaration qui souligne les défis potentiels auxquels la nation insulaire pourrait être confrontée dans les jours à venir.

Algassimou L Diallo

ÉPISODE DÉCISIF DANS LES NÉGOCIATIONS TRIPARTITES

Entre satisfaction et déception, la fumée blanche se profile

Au terme de cette deuxième journée de pourparlers tripartites réunissant patronat, syndicat et gouvernement au ministère de l'administration du territoire et de la décentralisation (MATD), les participants ont quitté la table des négociations avec un mélange de satisfaction et de déception.



Jusqu'à tard dans la nuit du vendredi 10 novembre 2023, les acteurs se sont engagés dans des discussions tendues. Malgré l'obtention d'une augmentation de 30% lors de la première journée, le président de la commission de négociations a exprimé sa déception à l'égard du représentant du gouvernement.

« Les discussions d'aujourd'hui ont largement porté sur le point 5 de notre plateforme revendicative, à savoir la réduction des coûts des permis de conduire et des cartes grises. Face aux difficultés financières des travailleurs liées à ces documents, nous avons demandé au gouvernement de revoir considérablement à la baisse ces coûts. Bien que le gouvernement soit

d'accord pour une renégociation, nous avons insisté pour qu'en attendant, le contrôle soit suspendu, étant donné la fatigue des travailleurs face aux contrôles policiers sur le chemin du travail. Notre demande a été rejetée par le représentant gouvernemental, et nous avons donc décidé de nous retirer aujourd'hui », a regretté Ablaye Barry, porte-parole du syndicat.

En ce qui concerne la valeur monétaire du point d'indice (VMPI), le syndicat maintient sa proposition de 30%, tout en exprimant son accord sur les points relatifs au logement et au transport. Cependant, aucune réponse n'a été reçue du gouvernement sur cette question.

Du côté du patronat, il a été indiqué que le congrès prévu en décembre retardait la signature d'un accord avec le syndicat, acceptant de reprendre les négociations à partir de janvier et février 2024.

Le gouvernement a signalé des avancées, soulignant une baisse de 10% dans la revendication initiale du syndicat, qui était

de 50%. Aboubacar Kourouma, secrétaire général du ministère du Travail et de la Fonction publique, a assuré que les discussions fructueuses se poursuivraient pour parvenir à un accord.

Le patronat, de son côté, se dit satisfait des progrès réalisés et reste optimiste quant aux prochaines rencontres.

En ce qui concerne le contrôle des permis de conduire, le gouvernement renvoie le syndicat au protocole d'accord signé, arguant qu'aucune clause ne stipule la suspension des contrôles.

« Un protocole a déjà été signé, et il n'y a aucune mention d'une suspension des contrôles. Les accords conclus doivent être considérés comme acquis », a déclaré le gouvernement.

Ces développements ont eu lieu suite au dépôt d'un préavis de grève générale par le mouvement syndical guinéen. La fumée blanche, symbole d'un accord imminent, semble se profiler à l'horizon des négociations en cours.

Souleymane Bah

LE DÉFI DE LA DÉMOCRATIE EN GUINÉE

L'UFDG dénonce avec fermeté l'organisation électorale du MATD et met en question la sincérité de la transition

L'Union des Forces Démocratiques de Guinée (UFDG) a fermement exprimé son refus de voir le ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation organiser les élections lors de son assemblée générale hebdomadaire, tenue ce samedi 11 novembre 2023, à son siège situé à la minière.



L'assemblée, qui a rassemblé exclusivement la grande section motard nationale venue de tous les coins du pays, a été marquée par les déclarations résolues de Cellou Baldé, coordinateur des fédérations du parti à l'intérieur du pays. Baldé a mis au défi le ministère de prouver sa capacité à élaborer un fichier électoral à partir d'un récent fichier à vocation état civil.

« Après 25 mois de transition, nous n'arrivons toujours pas à obtenir un fichier électoral ni des lois électorales. Comment peut-on espérer atteindre l'ordre constitutionnel dans de telles conditions ? Comment peut-on attendre que les Guinéens croient en la sincérité des autorités de la transition ? Ce qui est en train d'être dit et orchestré vise à éviter le retour à l'ordre constitutionnel et à sortir rapidement de la transition. On nous parle de recensement à vocation d'état civil, mais je lance un

défi au MATD et à tous les experts de nous prouver qu'il est possible de créer un fichier électoral à partir d'un fichier d'état civil d'ici le 31 décembre 2024. C'est tout simplement impossible », a-t-il souligné.

Continuant son allocution, le responsable de l'UFDG a rejeté catégoriquement l'organisation des élections par le ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation. « Nous avons appris que c'est le ministère qui va organiser les élections. Soyez assurés que nous n'accepterons pas cela. Ce n'est pas envisageable. Le MATD n'organisera pas les élections. Lorsque vous examinez la charte de la transition, elle stipule que le calendrier de la transition sera défini en commun accord entre les partis politiques de Guinée et le CNRD. Aucune disposition transitoire n'est respectée », a-t-il conclu.

Diop Mamadou Alimou

Le Démocrate

Votre
hebdomadaire
de tous
les mardis

La Chambre de commerce de Guinée honore les Journalistes par une distribution de vivres

Dans une manifestation de générosité et d'engagement envers la communauté, l'antenne de la Chambre de Commerce de Guinée a organisé une remise de vivres à des journalistes, ce jeudi 9 novembre 2023, à Conakry.



Des sacs de riz ont été distribués à plusieurs bénéficiaires, dont des personnes malades, des veuves et des représentants des médias. La Chambre de Commerce de Matam, une structure locale dévouée au développement économique

du pays, a élargi son geste charitable en soutenant des entités non liées au marché.

Dans une déclaration solennelle, le président de la Chambre de Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat, Mamadou Baldé, a souligné le rôle crucial de la chambre

dans le développement économique du pays. Il a exprimé la vision de la chambre qui va au-delà des nécessités pour englober toute entité, même en dehors du marché. Soulignant l'importance des médias, il a déclaré : « La chambre de commerce de Matam a décidé de penser aux journalistes. Aujourd'hui, toute personne sur la planète est informée de ce qui se passe à travers le monde, c'est grâce aux journalistes qui font un métier noble. »

Il a ajouté : « Nous souhaitons que tous ceux qui nous suivent puissent nous imiter pour penser aux journalistes. C'est une manière pour nous de féliciter et de remercier les journalistes, pour leur dire

que nous reconnaissons leurs valeurs et nous reconnaissons leur métier. »

Le porte-parole des journalistes, Sekou Jamal Pendessa, a exprimé sa gratitude envers les donateurs, soulignant le double sens de ce geste. Il a souligné l'importance de reconnaître la valeur des journalistes, notant que cela inspire de l'espoir dans un contexte médiatique difficile. Pendessa a également appelé d'autres structures à suivre cet exemple, soulignant que le geste de la Chambre de Commerce était incitatif et contribuait à sauver l'honneur de la presse.

Il a déclaré : « Ce geste est incitatif. Certainement beaucoup d'autres

corporations qui sont restées indifférentes à notre sort, peuvent suivre l'initiative de la Chambre de Commerce, pour dire attention, c'est un bon exemple à suivre, il faut aussi faire un geste à la presse. À défaut de faire un geste, il faut contribuer à protéger les journalistes, il faut les considérer, il faut les respecter », a souligné le secrétaire général du syndicat de la presse professionnelle de (SPPG).

En rappel, cette même structure avait précédemment fait des dons à des personnes dans le besoin, montrant ainsi son engagement continu envers le bien-être de la communauté.

Souleymane Bah

SUSPENSION DU CONTRÔLE DES PERMIS ET DES CARTES GRISES

Le gouvernement rejette la demande des syndicats

Le contrôle des permis de conduire et des cartes grises est l'un des points qui ont été débattus lors des négociations tripartites qui se sont poursuivies ce vendredi, 10 novembre 2023. Le mouvement syndical a sollicité la suspension de ce contrôle en attendant de revoir les prix, mais le gouvernement a rejeté cette demande.

Comme annoncé précédemment, le gouvernement, le patronat et les syndicats se sont retrouvés une nouvelle fois ce vendredi pour poursuivre les négociations tripartites, qui ont connu une nouvelle phase suite au préavis de grève déposé mardi dernier par le mouvement syndical guinéen. Puisque la question concernant l'augmentation des salaires et des primes des fonctionnaires avait connu des avancées lors de la rencontre de mercredi dernier, les discussions ont porté aujourd'hui sur d'autres points de revendications. C'est notamment celui relatif aux prix des permis de conduire et des cartes grises biométriques, jugés exorbitants par les syndicalistes.

« Les discussions ont beaucoup porté sur le point 5 qui concerne la baisse du

prix des permis de conduire et des cartes grises. Comme vous le savez, aujourd'hui, les travailleuses et travailleurs commencent à souffrir à cause du contrôle concernant les permis de conduire. Comment est-ce qu'on peut dire à un travailleur qui est mal payé, de payer le permis à hauteur d'un million deux cent soixante mille (1 260 000) francs guinéens ? Comment est-ce qu'un fonctionnaire qui est très mal payé peut déboursier jusqu'à deux millions et quelques, jusqu'à trois millions, pour une carte grise ? Donc nous avons demandé au gouvernement de revoir drastiquement à la baisse ces questions. Et le gouvernement est d'accord pour qu'on essaie de renégocier », a déclaré Abdoulaye Barry, président de la commission de négociation du mouvement syndical, au sortir de la

rencontre.

En attendant la fin des négociations sur cette question, les syndicalistes ont demandé la suspension du contrôle en cours dans la circulation. Mais la partie gouvernementale a rejeté cette demande. « Nous avons demandé aux représentants du gouvernement autour de la table de surseoir à ce contrôle, parce que beaucoup de travailleurs aujourd'hui sont fatigués par les policiers en venant au travail. Mais nous avons été très déçus que notre partenaire, le président de la commission de négociation côté gouvernement, n'ait pas accepté qu'on suspende ce contrôle. Donc nous avons demandé à ce que nous nous retirions aujourd'hui », a fait savoir Abdoulaye Barry.

Pour ce qui est de



l'augmentation (de 30%) des salaires des fonctionnaires, ainsi que des primes de transport et de logement, il indique que le mouvement syndical a marqué son accord par rapport à cette situation. Par contre, les travailleurs du secteur privé, eux, devront encore patienter pour espérer avoir une augmentation de salaire. En effet, les syndicalistes ont décidé surseoir aux négociations sur cette question jusqu'à l'élection d'un nouveau bureau à la tête du patronat.

« Le patronat doit faire son congrès au mois de décembre prochain. Donc pour le moment, ce patronat ne peut pas signer un accord avec le mouvement syndical guinéen. Nous avons accepté d'attendre que ce congrès finisse et après, nous allons négocier à partir de janvier, février ou au plus tard en mars (2024) avec le patronat. Et si nous trouvons un accord, nous allons rappeler à partir de janvier 2024 », a annoncé Abdoulaye Barry.

(Source : Guinée114)

RETOUR FOUGUEUX DE LANSANA KOUYATÉ

La Maison Centrale sous le feu des critiques

Le retour fracassant de l'ancien Premier ministre, Lansana Kouyaté, après plus de deux mois d'absence, a été marqué par une condamnation sévère des événements survenus à la Maison Centrale de Conakry le 4 novembre dernier. Le président du Parti de l'Espoir pour le Développement National (PEDN) n'a pas mâché ses mots en qualifiant l'évasion du capitaine Moussa Dadis Camara et ses complices de « regrettable ».



« Les événements qui sont arrivés sont vraiment regrettables pour un pays. Il faut qu'on comprenne que le développement, le progrès et l'épanouissement du peuple ne se font pas avec des actes qu'on a vus au petit matin du 4 novembre. C'est vraiment insupportable », a déploré Lansana Kouyaté devant la presse.

Malgré sa désapprobation, l'homme politique chevronné a appelé à laisser la justice suivre son cours pour établir les responsabilités dans cette affaire d'évasion. « Mais au-delà de ça, je crois qu'il faut laisser la justice faire son travail. Situer exactement ce qui a été fait, pourquoi et comment ? ...il faut laisser la justice faire son travail, ... Cette prison-là

est maintenant absorbée par le quartier. Il faut y penser et analyser toutes les raisons qui ont fait que la pénétration de la prison a été si facile, mais avec quelles conséquences ? Beaucoup de morts », a-t-il ajouté.

En ce qui concerne la prime de 500 millions de francs offerte à quiconque retrouverait le colonel Pivi, disparu de la Maison Centrale de Coronthie depuis le 4 novembre, Lansana Kouyaté a adopté une position pragmatique. « Le gouvernement décide ce qu'il veut, c'est son droit, c'est tout à fait normal qu'il le fasse, ce n'est pas quelque chose de nouveau et inhabituel dans nos pays. Ça se passe partout en Afrique. Donc, mettre une rançon si ça peut résoudre le problème, ça veut dire que le problème est vraiment grave. Si cela peut résoudre, pourquoi pas ? », a-t-il déclaré, laissant ainsi la porte ouverte à diverses approches pour résoudre la crise.

Marliatou Sall.

GUINÉE

En attendant des dirigeants d'envergure

Autant certains s'amuse du caractère rocambolesque de l'évasion de prison, le 4 novembre, du capitaine Moussa Dadis Camara et de ses codétenus, autant une partie de l'opinion, en Guinée, s'émeut sérieusement des incidences de cette expédition sur le procès en cours de certains membres de la junte au pouvoir lors des massacres du 28 septembre 2009. Les inquiétudes des victimes peuvent-elles se comprendre ?

Pour les victimes du massacre du stade du 28-Septembre ou leurs survivants, il est légitime de s'inquiéter. Que le colonel Claude Pivi, toujours en cavale, soit rattrapé ou pas, cette tentative demeure préoccupante. Car, le commando à l'origine de cette évasion a fait la preuve de sa capacité de nuisance, en extrayant aussi facilement ces détenus de haute importance d'une prison nichée au cœur d'un environnement parmi les mieux sécurisés de Conakry.

Après une telle démonstration, d'aucuns pourraient hésiter à témoigner contre ces officiers impliqués dans cette tuerie parmi les plus sanglantes de la Guinée indépendante. Et ces militaires font d'autant plus peur qu'ils demeurent sans remords et n'ont même pas le courage d'assumer les actes de leur junte, au nom de laquelle des soldats ont brutalisé les Guinéens, violé des femmes, ensanglanté Conakry et, en l'espace d'une après-midi, tué plus de 150 personnes. C'est un réel drame continental que d'imaginer cette Guinée, si grande et si belle, pour laquelle la jeunesse africaine, à la fin des années 1950, était prête à tout donner, ait pu échouer aussi facilement entre les mains d'individus de si peu d'envergure.

Pourquoi donc la jeunesse africaine était-elle prête à tout donner pour la Guinée ?

Parce que la France gaulliste s'employait à faire payer à Sékou Touré l'affront du « non » au général De Gaulle, le 28 septembre 1958. La France se serait la Guinée d'enseignants, de cadres et de moyens. Cette indépendance-là a été un abandon, et nombre de jeunes Africains, frais émoulus des universités et autres grandes écoles, choisissaient de s'installer à Conakry, plutôt



que de rentrer dans leur patrie. Certains écourtaient même leurs études, pour aller servir en Guinée. Sékou Touré, acculé de toutes parts, en devient paranoïaque et, bientôt, le tyran irascible que l'on sait. Aujourd'hui encore, certains imputent, au moins en partie, la dictature de Sékou Touré à la France du général De Gaulle.

Cela n'excuse en rien le tort que Dadis Camara et ses amis feront plus tard aux Guinéens. Mais l'histoire des peuples est un tel enchevêtrement de causes et de conséquences. Ainsi, la dictature subie sous Ahmed Sékou Touré pousse la Guinée à devenir, dans les décennies 1970 et 1980, une des nations africaines à disposer, dans sa diaspora, d'un nombre élevé d'intellectuels et de cadres bien formés. Contraints de fuir la dictature et un système éducatif relativement au rabais, les jeunes Guinéens, conscients de ce qu'il leur fallait être parmi les meilleurs pour espérer réussir, en exil, font de brillantes études et se surpassent, pour figurer parmi les meilleurs. De la dictature a donc surgi un abondant vivier de matière grise, en exil, hélas !

Ces cerveaux ont dû, pour la plupart, rentrer d'exil, après la mort de Sékou Touré, en 1984. Qu'en a donc fait la Guinée ?

Certains sont rentrés, mais pas la plupart. Car, le général Lansana Conté ne constituait pas une véritable rupture, par rapport à Sékou Touré. Et ceux qui rentraient étaient quelque peu marginalisés par ceux restés au bercail, qui leur en voulaient d'être partis goûter au bonheur à l'étranger, pendant qu'eux, subissaient les réalités. Les manants, avec une pointe d'amertume et de rejet, traitaient les exilés de « diaspos ». Las d'être accueillis comme des étrangers dans leur propre pays, beaucoup repartirent. Ils sont de plus en plus nombreux à regagner la Guinée, aujourd'hui, mais l'antagonisme demeure, et nuit sournoisement. Voilà pourquoi – et comment – avec autant de têtes bien faites et d'aussi abondantes richesses naturelles, cette Guinée échoue entre les mains des Dadis Camara, Pivi et autres dirigeants de peu d'envergure...

Jean-Baptiste Placca/ Rfi

TENSION ET INQUIÉTUDE

Lansana Kouyaté, président du PEDN, condame l'attaque de la Maison Centrale et interroge la sécurité du site historique

À son retour au pays après un séjour à l'étranger, Lansana Kouyaté, président du Parti de l'Espoir pour le Développement National (PEDN), a vivement réagi à l'attaque survenue il y a une semaine à la Maison Centrale de Conakry. Regrettant cet incident, qui a conduit à l'évasion de quatre détenus, le leader politique a exprimé ses inquiétudes et interrogations lors d'une déclaration ce vendredi, 10 novembre 2023.

« Les événements qui sont arrivés, c'est vraiment regrettable pour un pays. Il faut qu'on comprenne que le développement, le progrès, l'épanouissement du peuple, ne se fait pas avec les actes qu'on a vus le 04 novembre (2023) au petit matin, c'est vraiment regrettable », a déclaré Lansana Kouyaté.

Se penchant sur la facilité avec laquelle l'attaque a été menée, Kouyaté a soulevé des questions quant à la sécurité de la Maison



Centrale, soulignant son emplacement historique depuis l'époque coloniale. « La question qu'on doit se poser, la maison centrale qui est probablement l'une des plus vieilles prisons de Guinée, ne l'oublions pas, c'était depuis le temps colonial... cette prison-là est maintenant absorbée par le quartier. Il faut vraiment y penser et analyser toutes les raisons qui ont fait que la pénétration de la prison a été si facile », a-t-il souligné.

Kouyaté a exprimé son espoir que l'enquête annoncée par les autorités judiciaires apportera des réponses aux zones d'ombre entourant cette incursion dans une prison hautement sécurisée. « Il faut laisser la justice faire son travail, situer exactement ce qui a été fait, pourquoi et comment. Heureusement, certains qu'on dit en fuite sont revenus d'eux-mêmes,

semble-t-il. Si cela est vrai, il faut laisser la justice faire son travail », a-t-il ajouté.

Parmi les détenus exfiltrés, le capitaine Moussa Dadis Camara, le colonel Moussa Tiegboro Camara et le colonel Blaise Goumou sont revenus, laissant seulement le colonel Jean Claude Pivi encore non retrouvé. Face à cela, le gouvernement guinéen a annoncé une récompense de 500 millions de francs à toute personne fournissant des informations sur la position exacte du fugitif.

« Le gouvernement décide ce qu'il veut décider, c'est son droit. C'est tout à fait normal qu'il le fasse, mais ce n'est pas quelque chose qui est habituelle dans nos pays, pas seulement en Guinée, mais en Afrique. Mettre une rançon, ça veut dire que le problème est vraiment grave. Si cela peut résoudre le problème, pourquoi pas ? », a réagi Lansana Kouyaté, soulignant la gravité de la situation.

Aziz Camara

LA TÊTE DE CLAUDE PIVI MISE À PRIX

Désapprobation de la méthode par Bah Oury

Une récompense alléchante de 500 millions de francs guinéens a été annoncée par les autorités guinéennes pour toute personne fournissant des informations cruciales conduisant à la localisation du colonel Claude Pivi. Évadé de la Maison centrale de Conakry il y a une semaine, le fugitif est maintenant au centre d'une chasse à l'homme orchestrée par le gouvernement. Cependant, cette approche radicale ne reçoit pas l'approbation de Bah Oury.



Président de l'Union des Démocrates pour la Renaissance de la Guinée (UDRG), Bah Oury critique ouvertement la décision de mettre une prime sur la tête du fugitif. Pour ce leader politique guinéen, cette démarche est non seulement dangereuse, mais elle pourrait également entraîner des conséquences néfastes, incluant des erreurs d'identification et des dénonciations injustes. S'exprimant lors de l'assemblée générale de son parti le samedi 11 novembre 2023, Bah Oury a proposé une alternative plus judicieuse.

« Concernant la prime de cinq cent millions (500 000 000 GNF) qui est proposée pour donner des indications sur l'itinéraire du colonel Pivi, nous n'avons pas cette tradition. Et vous savez qu'avec ça, des abus peuvent être commis. Des personnes innocentes peuvent être indexées. La délation peut amener à ce que n'importe qui puisse se retrouver dans une situation qu'il ne peut pas expliquer parce que l'argent est un élément extrêmement dangereux, et ça ne permet pas de résoudre les problèmes. Au contraire, ça pousse à créer d'autres problèmes. Il y a des méthodes qui ne coûtent pas grand-chose, mais qui permettent de résoudre le problème. Le colonel Pivi est une personnalité connue en République de Guinée. On connaît les liens qui existent entre le colonel et sa famille, et sa région et Macenta (sa préfecture).

Il y a des canaux souterrains à travers les personnes ressources, les autorités morales, qui peuvent permettre de résoudre ce

problème sans qu'il y ait un coup de feu, sans qu'il y ait quelqu'un qui soit blessé pour que le colonel Pivi reprenne le chemin de la Maison centrale en toute sécurité. C'est ce que nous préconisons. J'espère et je souhaite que les autorités utilisent cette méthode qui permettra de ne pas rentrer dans une politique de chasse à l'homme avec toutes les exactions et les dérives susceptibles d'être commises. Parce que plus il y a d'exactions, plus il y a des dérives, plus il y a des situations où la violence intervient, on ne pourra que renforcer un climat de crise qui n'est pas du tout dans l'intérêt de la Guinée d'aujourd'hui ni de demain », a déclaré Bah Oury devant ses militants réunis au siège de l'UDRG, à Kipé (Conakry).

En plus de critiquer la prime, Bah Oury désapprouve également l'attitude du ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, Alphonse Charles Wright, après l'attaque survenue le 4 novembre dernier à la Maison centrale de Conakry. Wright s'est rendu sur les lieux pour exprimer sa colère envers les responsables de la prison et leurs agents. La vidéo de cette scène a déclenché une onde de réactions sur les réseaux sociaux, soulignant la désapprobation générale de cette attitude, selon Bah Oury.

Cette divergence d'opinions expose les tensions persistantes entre le gouvernement et certains leaders politiques quant à la manière de traiter la fuite du colonel Claude Pivi et ses éventuelles conséquences.

Algassimou L Diallo

Billet

« Vivre au jour le jour, voilà la définition du prolétaire », a écrit Gilbert Cesbron, écrivain français du XX^e siècle. Ce constat d'une triste réalité peut se faire sous tous les cieux et dans tous les temps. A retenir cependant que la majorité des prolétaires d'aujourd'hui se trouve dans les pays du Sud, notamment en Afrique.

Walaoulou BILIVOGUI

INSÉCURITÉ

Un acte héroïque sauve un enfant des griffes des bandits à Boukaria



Ce vendredi 10 novembre 2023 restera gravé dans la mémoire des habitants de Boukaria, district relevant de la sous-préfecture de Kintinian, alors qu'un acte de bravoure a permis de sauver de justesse un enfant des mains de criminels déterminés à l'égorger.

La scène s'est déroulée alors que le petit Mamoudou Keira, âgé de 6 ans, se rendait au marché en compagnie de son père, Moussa, désireux de lui acheter de nouvelles chaussures. Cependant, cette sortie innocente a pris un tournant tragique lorsque le garçon a été kidnappé par des agresseurs impitoyables.

Selon les témoignages recueillis, le père et son fils se dirigeaient vers le marché, le père légèrement en avance en raison de son empressement pour la prière du vendredi. Arrivé chez le commerçant, il s'est rendu compte que son fils avait disparu. Interrogeant une dame présente, il a appris que deux individus à moto avaient emporté un enfant en pleurs. Réagissant rapidement, le père a mobilisé un moto-taxi pour poursuivre les

ravisseurs.

Au moment critique où les malfaiteurs s'apprêtaient à commettre l'irréparable en égorgeant l'enfant, le bruit de la moto du père s'est fait entendre. Pris de panique, les criminels ont abandonné leur sinistre dessein, laissant

derrière eux le petit Mamoudou. Le père a immédiatement transporté son fils à l'hôpital pour des soins médicaux urgents.

Le Dr Abdoulaye Bachir Condé, en charge du cas, a expliqué que bien que la gorge de l'enfant ait été touchée, les parties vitales n'ont pas été atteintes, grâce à une intervention médicale rapide et efficace. Mamoudou Keira, étudiant en première année, a eu la chance de survivre à cette terrible épreuve.

Pourtant, malgré les patrouilles déployées par les autorités locales de Siguiri, le défi persistant de la sécurité dans cette région aurifère demeure une préoccupation majeure. Le Dr Condé a lancé un appel émouvant aux autorités locales, les exhortant à renforcer la sécurité pour protéger la population vulnérable de telles atrocités. Ce récit poignant met en lumière la nécessité urgente d'une action concertée pour assurer la sécurité des résidents de Boukaria et de ses environs.

Hassimou Tounkara, depuis Labé

DESCENTE MUSCLÉE DE LA GENDARMERIE À MACI (PITA)

Chronique d'une opération inattendue

Maci, commune rurale nichée dans la préfecture de Pita, a été le théâtre d'une opération d'envergure de la gendarmerie, une première depuis de nombreuses années. Cet événement exceptionnel s'est déroulé en plein marché hebdomadaire, attirant l'attention de tous. Des officiers de la police judiciaire, dépêchés par la gendarmerie, ont orchestré une descente musclée à l'entrée de la localité, résultant en l'arrestation de plusieurs jeunes et la confiscation de motos.

À bord de deux pickups, les agents ont ciblé un lieu connu pour être un point de consommation d'alcool et de

chanvre indien. L'opération s'est conclue par l'appréhension de cinq individus et la saisie de plusieurs motos stationnées sur les lieux. Actuellement, les personnes interpellées ainsi que les engins confisqués sont détenues au poste de gendarmerie de Pita.

Les signalements à l'origine de cette intervention demeurent anonymes pour l'instant, provenant de résidents de Maci. La zone visée était une maison transformée en lieu de vente illicite d'alcool et de stupéfiants, un secret de polichinelle pour les habitants. Toutefois, cette enclave n'avait jusqu'à

GUINÉE

Une vidéo de l'évasion de Moussa Dadis et ses codétenus fuite sur internet

En Guinée, Claude Pivi est toujours en cavale. L'ancien colonel s'est évadé samedi dernier de la prison de Conakry. Ses codétenus, dont l'ex-président Moussa Dadis Camara, avaient également été exfiltrés de leur cellule, avant d'être rattrapés par les forces de l'ordre.

Depuis ce vendredi matin, les images d'une caméra de surveillance de la maison centrale a fuité sur les réseaux sociaux. Elles montrent comment le commando qui a libéré les détenus a pu pénétrer dans l'enceinte de la prison.

La vidéo semble avoir été tournée au sein même de la maison centrale puisqu'elle affiche les écrans qui diffusent les images d'une caméra de surveillance placée à l'entrée de la prison. La date du 4 novembre 2023 et l'heure 4h38 correspondent à la nuit de l'évasion présumée de Claude Pivi et ses



codétenus.

La vidéo montre un homme de forte corpulence avancer tranquillement vers le portail de la prison avant de maîtriser le seul policier visible sur la vidéo et qui montait la garde, apparemment désarmé. Le suspect est vite rejoint par un premier groupe d'éléments en uniforme, armes à la main, qui mettent le policier face contre sol avant de fouiller son pick-up de fonction. Un second groupe apparaît, sacs sur le dos et en tenue civile qu'ils troquent contre des uniformes de police.

Facilité déconcertante

La vidéo de cinq minutes montre surtout la facilité déconcertante avec laquelle le commando a pu entrer dans l'enceinte de la prison.

La veille, avant la diffusion de cette vidéo, sur la chaîne guinéenne Évasion TV, le ministre de la Justice **Alphonse Charles Wright** détaillait les circonstances de l'évasion qui correspondent parfaitement aux images de la caméra de surveillance.

Il estime que toute l'opération était préparée avec la complicité du policier de la vidéo, mais aussi des gardes pénitentiaires que le ministre accuse de « sabotage des caméras » de la prison. Il les accuse notamment d'avoir saboté 52 des 60 caméras de surveillance couvrant la maison centrale.

Hassimou Tounkara

FRANÇOIS LOUNCÉNY FALL, EX-PREMIER MINISTRE GUINÉEN

« Je serai candidat à la prochaine présidentielle »

Il avait pensé prendre sa retraite politique. Mais depuis cet été, le diplomate guinéen et ancien Premier ministre François Louncény Fall a finalement décidé de reprendre le combat politique. Il vient de recréer l'Union nationale des patriotes de Guinée (UNPG). Un parti en train de s'implanter à l'intérieur du pays, et qui va organiser dans les semaines qui viennent des meetings en Allemagne et en France. Pourquoi ce retour et avec quelles ambitions ? Entretien.

RFI : François Louncény Fall, vous êtes revenu dans l'arène politique avec la création d'un nouveau parti, l'Union nationale des patriotes de Guinée (UNPG). Qu'est-ce qui vous a poussé à sortir de votre retraite politique ?

François Louncény Fall : J'avais décidé, après mes activités avec les Nations Unies en Afrique Centrale, de prendre une retraite, de m'occuper d'une plantation d'ananas. Mais c'est au regard des enjeux actuels de la Guinée que plusieurs compatriotes m'ont encouragés. Parce que, vous savez, l'image de notre pays, c'est l'image d'un paradoxe inexplicable. Un pays qui a des ressources extraordinaires : un tiers des réserves mondiales de bauxite, d'importantes potentialités agricoles et un réseau hydro-électrique très important. Malgré tout cela, les Guinéens vivent dans un état de pauvreté. Et au regard de cette situation, j'ai décidé de me réengager pour mettre fin à ce paradoxe en proposant aux Guinéens une nouvelle politique.

Vous avez signé un document intitulé « Ma vision pour la Guinée : mettre fin au paradoxe guinéen », un document qui déroule tout un programme pour le pays. Est-ce que votre objectif, c'est une candidature à la présidentielle qui aura lieu à la fin de la transition ?

Bien entendu, je me prépare à être candidat aux prochaines élections présidentielles.

Vous avez émis l'hypothèse de rejoindre le dialogue politique que veulent organiser les autorités de la transition. En l'état actuel des choses, ce dialogue s'annonce comme non-inclusif puisque de nombreuses forces ne souhaitent pas s'y associer. Qu'est-ce qui vous pousse, vous, à

vouloir vous asseoir à la table des discussions de ce dialogue politique ?

Mon souhait aurait été, bien sûr, que ce dialogue soit inclusif. Mais comme vous savez tout au long de mon parcours professionnel, je n'ai jamais cessé de prôner le dialogue. C'est ce que j'ai demandé, recommandé, dans tous les pays où j'ai servi au nom des Nations Unies, et même en Guinée. J'ai présidé un dialogue politique en 2013 en Guinée qui a mis fin, justement, à trois années d'instabilité et qui a permis au gouvernement guinéen d'organiser des élections législatives. En tant qu'homme de dialogue, je ne pouvais pas ne pas participer à ce dialogue.

Est-ce que vous êtes inquiet sur la capacité des autorités actuelles de tenir les délais fixés pour cette transition ? On parle, je le rappelle, d'une transition qui devrait prendre fin à l'issue de l'année 2024.

C'est vrai que beaucoup de personnes s'inquiètent pour le retard dans l'exécution des différentes étapes de ce chronogramme. Mais je reste confiant dans le fait que le CNRD [Comité national du rassemblement pour le développement, NDLR] tiendra parole et que les élections se tiendront en Guinée. Et surtout que le CNRD s'engagera à ce qu'aucun membre du CNRD ou du gouvernement ne soit candidat. C'est mon souhait et c'est ce que j'espère.

Est-ce que cette position et ce que vous venez de nous dire par ailleurs sur le dialogue politique ne fait pas de vous un allié de fait du CNRD à l'heure actuelle ?

Au contraire. Je pense qu'en participant au dialogue je ferai valoir mon point de vue. Ce que je viens de vous dire tout à l'heure, je le dirai si je viens au dialogue : à savoir que la charte de la transition soit

respectée, qu'on arrive à un retour à l'ordre constitutionnel et que les engagements qui ont été pris dans la charte de la transition soient respectés par tous.

Qu'est-ce que vous répondez à nos confrères du journal en ligne ledjely.com qui vous présentent comme « celui qui veut poursuivre l'œuvre du CNRD » au regard du contenu de votre programme ?

Moi, je ne suis pas un membre du CNRD, je ne suis pas non plus un allié du CNRD. Tout le monde connaît mon indépendance. Je pense que j'ai fait preuve d'indépendance vis-à-vis de tous les régimes qui sont passés en Guinée. Moi, je suis venu cette fois-ci avec une idée très précise : il faut que les Guinéens puissent bénéficier, enfin, des immenses ressources



naturelles dont le pays a été doté, il faut qu'on sorte de la pauvreté.

L'actualité guinéenne a été marquée la semaine dernière par la tentative d'évasion de plusieurs personnes jugées dans le procès du massacre du 28 septembre 2009. Est-ce que cette tentative d'évasion nous dit quelque chose des tensions qui perdurent au sein des forces armées ?

Je ne crois pas que ce qui s'est passé à Conakry s'explique par des tensions au sein des forces armées.

Je pense qu'il n'y a pas trop à s'inquiéter. Il y a eu beaucoup de bruit au cours de ce problème. C'est vrai que c'était une opération un peu rocambolesque... Mais je ne pense pas que la stabilité de la Guinée soit remise en cause avec cet événement. Ce qui est souhaitable, c'est que la transition se passe dans des conditions apaisées, afin que le retour à l'ordre constitutionnel soit assuré. Je pense que c'est le plus grand besoin pour les populations guinéennes aujourd'hui.

Rfi

GUINÉE

Les forces de l'ordre accusées d'abus et de violences dans leur traque de Claude Pivi

Les recherches se poursuivent pour retrouver Claude Pivi. L'ex-colonel et ministre s'est évanoui dans la nature après sa surprenante évasion samedi dernier. Depuis le début de la semaine, Conakry est quadrillée par l'armée. Les perquisitions, surtout menées par les Forces spéciales, continuent dans plusieurs quartiers de la capitale. Des opérations que les populations jugent nécessaires, tant la réputation de soldat aguerri de Pivi est répandue. Mais beaucoup de citoyens se plaignent également des abus de la part des FDS.

Selon plusieurs sources, des militaires, que les témoins identifient comme appartenant aux Forces spéciales, ont naturellement

commencé leurs recherches aux différentes adresses de Claude Pivi. L'une à Coyah, l'autre près de Dubréka, deux préfectures toutes proches de Conakry.

Les témoignages décrivent ces opérations comme des attaques violentes, avec saccage et pillage des maisons et des interrogatoires musclés. À Conakry, le comportement des militaires durant des fouilles dans certains quartiers, est aussi décrié.

Mercredi, le Barreau de Guinée a « fermement condamné ces agissements ». Dans une déclaration, le bâtonnier Mamadou Souaré Diop fait état de « bavures et d'exactions sur des citoyens dont le seul tort serait d'avoir des liens » avec Claude Pivi.

Mais aussi de menaces envers « les avocats des accusés mis en cause dans les événements » du week-end.

Jointes par RFI, des militants de défense des droits humains, requérant l'anonymat, accusent anonymement les corps habillés d'acte de torture. Et d'avoir procédé à des interpellations sans mandat et sans que l'on sache où sont détenus les suspects éventuels.

Mercredi, le ministre de la Justice a mis en place un numéro vert et a annoncé une récompense de 50 000 € (un demi-milliard de francs guinéens) pour toute personne qui donnera la localisation du fugitif Claude Pivi.

Rfi

JUSTICE- TIBOU KAMARA SUR LE 28 SEPTEMBRE

« J'ai trouvé le capitaine Dadis assis, les mains sur la tête »

Le passage des témoins a débuté ce lundi, 13 novembre 2023, dans le procès des événements du 28 septembre 2009. Tibou Kamara, ministre chargé de la communication auprès du chef de l'État et du ministre de la Défense au moment des faits, a donné sa version des faits.

« À propos du voyage de Labé, j'ai entendu beaucoup de versions. Personnellement, à l'époque j'avais posé la question au capitaine Moussa Dadis Camara pour connaître la motivation exacte qui le poussait à se déplacer sur un territoire à l'époque jugé hostile et inhospitalier pour le président en fonction qu'il était. Je me rappelle ce qu'il m'avait dit à l'époque, à savoir qu'il ne voulait pas donner le sentiment d'être président d'une partie de la Guinée et pas d'une autre. Il ne voulait pas donner l'image d'un président qui gouvernait une partie de la Guinée contre une autre.

Et ensuite, en tant que soldat et serviteur de la République, il ne voudrait pas donner le sentiment qu'il y a une partie du territoire qui lui est autorisée et une partie qui lui serait interdite. Il a donc eu le sentiment que ce déplacement aurait donné le message qu'il n'y aurait pas de discrimination entre les différentes régions du pays et qu'il voulait être au-dessus de la mêlée et être un président de tous les Guinéens. Et le dernier argument, c'était une invitation de la notabilité de Labé et donc, il ne pourrait leur faire l'offense de ne pas répondre à leur invitation. Voilà les trois raisons qu'il m'a données pour motiver et expliquer le déplacement qu'il voulait faire à Labé.

Effectivement, nous avons été à Labé. Le voyage s'est passé dans de bonnes conditions. La notabilité, la jeunesse, la population en général de Labé, s'est fortement mobilisée, a réservé un accueil chaleureux et enthousiaste dans la ferveur au chef de l'État qui était reçu dans une partie du pays. Et le meeting qui a eu lieu au stade principal de Labé s'est déroulé dans les meilleures conditions », a-t-il expliqué.

Avant le départ de Labé, l'ancien journaliste dit avoir abordé la question du meeting que les Forces Vives de Guinée comptaient organiser deux jours plus



tard au stade du 28 septembre de Conakry avec le général Sékouba Konaté. Il affirme avoir demandé à celui qui était ministre de la Défense à l'époque, d'intervenir auprès du capitaine Moussa Dadis Camara afin de concilier les positions des opposants qui voulaient manifester et du président du CNDD (la junte militaire qui dirigeait alors la Guinée) en vue d'éviter la confrontation qui se dessinait.

« J'ai expliqué au général Sékouba que les deux préoccupations n'étaient pas tant inconciliables que ça. Nous aurions pu parler avec les organisateurs pour engager leur responsabilité par rapport à l'organisation de la manifestation, pouvoir trouver un accord avec eux de manière à ce que nous n'allions pas à la confrontation, nous ne tombions pas dans une épreuve de force à l'issue incertaine, parce que personne ne peut dire comment peut finir une épreuve de force, personne ne pouvait imaginer dans l'incompréhension et dans la confrontation ce qu'il pourrait en advenir, comme on en a eu, l'amer, la triste et dramatique expérience avec les événements du 28 septembre 2009.

Le Général Sékouba Konaté était convaincu par l'argumentaire mais il m'a

répondu que lui n'étant pas politique, c'est une réponse qu'il me réservait souvent lorsque nous discutons des sujets à caractère politique, il m'a dit : je suis d'accord avec toi, mais comme le capitaine (Moussa Dadis Camara) n'est pas très loin, je vais lui demander d'en discuter avec toi. Et tout ce sur quoi vous serez d'accord, moi je suis d'accord. C'est vous les politiques, c'est vous qui connaissez l'État, allez discuter entre vous bien que personnellement, je suis convaincu que c'est la bonne démarche, et je suis prêt à t'appuyer auprès du capitaine pour faire passer ce message...

Je suis allé voir le capitaine Moussa Dadis Camara, effectivement, il a prêté une oreille attentive, mais il était un peu sceptique parce qu'il ne voyait pas la raison de manifester, il ne voyait pas le motif du mécontentement des Forces Vives à l'époque, qui étaient de très bons partenaires à lui, individuellement et collectivement. Parce qu'il discutait avec eux au téléphone, les recevait dans son bureau, ils avaient une habitude de discussion et une culture de partenariat. Donc il était étonné des raisons de la descendre dans la rue qui était l'expression d'un malaise, d'une dissension des rapports que lui à l'époque jugeait cordiaux et

excellents. Il disait qu'il parlait avec la plupart d'entre eux, mais que personne ne lui a fait part d'une raison de manifester. Pour ainsi dire, il était sceptique », a-t-il indiqué.

Tibou Kamara a ensuite évoqué l'échange téléphonique entre le capitaine Dadis Camara et Sidya Touré, qui revient souvent dans les débats. Il a confirmé que c'est effectivement sur son téléphone portable que le dirigeant guinéen au moment avait échangé avec le président de l'UFR (dans la nuit du 27 au 28 septembre 2009) pour lui demander de reporter le meeting qui était prévu au stade du 28 septembre de Conakry.

« J'étais à la maison, dans mon lit quand j'ai reçu l'appel du capitaine (Dadis) me demandant si c'était possible que je vienne le voir au camp. C'était très courtois et poli de sa part me demander si j'étais disponible pour aller le rencontrer, c'est lui qui était le chef de l'État (...). Je suis donc arrivé au camp Alpha Yaya, l'ambiance était un peu morne parce que, habituellement, comme je l'ai dit, c'est dans les soirées que le travail se faisait. Et donc, il y avait de l'affluence, il y avait du monde. Vous savez, le pouvoir attire le monde venant de tous les horizons, et le camp Alpha Yaya ressemblait pratiquement à cette époque à une grande agglomération tant il y avait beaucoup de monde.

Mais puisqu'on rentrait tous de voyage, parce que la plupart d'entre nous avaient effectué le déplacement de Labé, il n'y avait pas grand monde. Donc je n'ai pas eu du mal ni de temps à traverser le salon qui mène à gauche à son bureau et à droite dans ses appartements. Lorsque j'ai pénétré dans ses appartements, le capitaine n'avait même pas de béret, il était extrêmement fatigué, c'est comme s'il sortait à peine du lit. De toutes les façons, il n'était pas en

tenue de travail, et il n'était pas derrière son bureau. Il s'est rappelé de la discussion qu'on avait eue à Labé et de ce que j'avais fait comme observation. Et ça l'a intéressé que nous refassions la discussion.

Nous avons refait la discussion, et à la fin, il était d'accord d'appeler les organisateurs de la manifestation pour trouver un accord avec eux sur les conditions et les modalités de l'organisation de leur manifestation. Ce n'est pas moi qui ai pris l'initiative, c'est à sa demande que j'ai appelé l'ancien Premier ministre et président de l'UFR, M. Sidya Touré. Je précise à ce stade que ce n'était pas la première fois que j'appelais quelqu'un pour le président Moussa Dadis. Le capitaine a commencé la conversation par les civilités habituelles. Il était d'accord à ce que la manifestation ait lieu, mais qu'il avait deux points sur lesquels il voudrait discuter avec lui.

Le premier point, la date du 28 septembre, il a estimé qu'à partir du moment où c'est une date historique qui est réservée à la mémoire des Guinéens comme étant une fête qui a permis de recouvrer la fierté ou célébrer la fierté recouvrée, il souhaitait que l'on épargne cette date des conflits liés à des protestations, liés à des manifestations et qu'après le 28 septembre, n'importe quelle autre date du choix des organisateurs était agréée par lui pour faire leur manifestation. La deuxième chose qu'il a demandée, c'est de délocaliser la manifestation du 28 septembre vers le stade de Nongo.

Si mes souvenirs sont bons, c'est parce qu'à cette époque-là, le stade du 28 septembre était en rénovation ou en tout cas accueillait des travaux en prélude à un match international qui devrait se dérouler. Dans tous les cas, il a souhaité que la

(Suite à la page 11)

Santé... Santé... Santé...

MYCOSE DES PIEDS

Causes, symptômes et traitements

Des crevasses qui démangent entre les orteils : c'est sans doute un champignon. Comment s'en débarrasser ?

Lorsque ça gratouille entre les orteils, on a tendance à attendre que cela s'arrange. On pense qu'on ne s'est pas bien séché après la douche ou qu'on a beaucoup transpiré. Or, il s'agit souvent d'une mycose du pied (également appelée pied d'athlète), due à un champignon qui aime bien l'humidité. Ce n'est pas un problème de pieds grave, mais cela ne sert à rien d'espérer une guérison spontanée. Cela peut même s'étendre.

Qu'est-ce qu'une mycose des pieds (ou pied d'athlète) ?

Qu'il s'agisse de mycoses des pieds et des ongles, ou de toute autre mycose cutanée, les causes sont des champignons, qui sont des micro-organismes. Ces parasites se développent dans la couche la plus superficielle de la peau, car ils ont besoin de la kératine pour assurer leur survie. Il faut savoir que la chaleur humide est un facteur qui accélère leur développement. Concernant les mycoses des pieds et des ongles, on retrouve deux champignons principaux : les dermatophytes, qui touchent le plus souvent les pieds ; les moisissures, qui peuvent toucher les ongles.

Quels sont les symptômes d'une mycose au pied (rougeur, démangeaison...) ?

Les mycoses des pieds ont plusieurs symptômes. Ils se manifestent sous la forme d'une **rougeur** ou de **petites vésicules** souvent accompagnées de **démangeaisons**. Puis la peau se met à **peler**. Les squames se déposent sur le sol, favorisant la contamination des autres pieds qui passent par là. La contagion est également fréquente en famille par les tapis de bain et les serviettes de toilette.

Si ce sont les ongles qui



sont touchés par la mycose, alors les signes seront différents. Cette dernière pouvant être indolore au début, il faut y être attentif. Il est possible d'observer, par exemple : un épaississement de votre ongle ; une fragilisation de l'ongle, qui peut entraîner une casse plus facilement ; une décoloration de l'ongle, qui peut devenir blanc ou jaune ; un décollement de l'ongle.

Si vous observez ces signes, ne tardez pas à prendre rendez-vous chez un médecin. Sans traitement, la mycose pourrait devenir douloureuse, et pourrait être source d'inconfort lors de la marche ou tout simplement lorsque vous portez des chaussures fermées.

Comment on attrape des mycoses des pieds ?

Appelée « **pied d'athlète** », bien qu'elle ne touche pas seulement les sportifs, cette affection est contagieuse. On l'attrape volontiers l'été, en marchant pieds nus autour des piscines, dans des saunas ou des vestiaires. On s'y expose aussi lorsqu'on porte souvent des chaussures de sport,

connues pour favoriser la macération.

Quels éléments peuvent favoriser les mycoses des pieds ?

Plusieurs éléments peuvent favoriser l'apparition des mycoses des pieds. C'est notamment le cas de : l'humidité (transpiration excessive, le fait de porter des chaussures fermées...) ; une hygiène insuffisante, ou au contraire trop importante ; certains sports (par exemple ceux qui impliquent une piscine) ; certains traitements médicamenteux (antibiotiques, anti-inflammatoires...); certaines maladies (obésité, diabète...).

Ongle, entre les orteils, plante... les parties du pied les plus à risque

Les champignons peuvent se développer sur différentes parties au niveau des pieds. Les zones les plus susceptibles d'attraper des mycoses comprennent généralement :

La région interdigitale (entre les doigts de pied) : c'est l'endroit le plus courant pour le développement d'une mycose. L'humidité et la

chaleur entre les orteils créent un environnement propice à la croissance des champignons.

La plante des pieds peut également être touchée, en particulier si les pieds sont constamment humides, comme dans le cas de la transpiration excessive.

Les côtés des pieds : les mycoses y forment parfois des plaques rouges et squameuses.

Les ongles : les champignons provoquent alors une infection appelée onychomycose. Cela peut entraîner un épaississement, un jaunissement ou un décollement de l'ongle.

Comment soigner un champignon au pied rapidement ?

Si vous soupçonnez une mycose sur votre peau, le mieux est de prendre rendez-vous chez votre médecin, pour qu'il puisse vous prescrire un traitement.

Champignon au pied : quand consulter un médecin ?

La consultation chez un médecin n'est pas systématique. Vous pouvez

traiter la mycose vous-même dans le cas où elle n'est pas beaucoup étendue et qu'elle a déjà été diagnostiquée.

En revanche, si la mycose se développe rapidement, que vous avez de plus en plus de désagréments et que vous souffrez de troubles circulatoires dans les jambes, alors il est conseillé de consulter un médecin rapidement.

Lors du rendez-vous, le médecin pourra identifier le champignon qui vous a causé la mycose. Si le diagnostic n'est pas possible directement, alors un prélèvement pourra être effectué et envoyé en laboratoire.

Traitement : quel est le meilleur produit ?

À la suite de votre rendez-vous chez le médecin, ce dernier pourra vous prescrire un traitement pour votre mycose des pieds. Comme l'explique le site du Vidal, pour les mycoses peu étendues et peu profondes, il s'agit de traitements antifongiques locaux. On y retrouve des substances appartenant à plusieurs familles chimiques, notamment les imidazoles, qui sont les plus nombreuses. L'avantage de ces derniers réside dans leur efficacité sur un grand nombre de champignons.

Dans le cas de mycoses étendues, un traitement par voie orale peut être prescrit par votre médecin.

Votre médecin pourra vous donner la durée du traitement ainsi que la forme sous laquelle vous ferez le traitement (crème, émulsion, poudre ou solution).

La guérison est plus facile à obtenir aujourd'hui, car les traitements se sont beaucoup simplifiés. Les traitements des mycoses des pieds sont assez

(A suivre)

PROCÈS DU MASSACRE DE 2009 EN GUINÉE

Témoignage explosif de l'ex-Ministre Tibou Kamara, défense de Moussa Dadis Camara et tensions à la barre

Le procès historique du massacre du 28 septembre 2009 en Guinée a repris ses audiences le 13 novembre 2023 à Conakry. Dans un contexte marqué par l'absence de l'accusé en fuite, Claude Pivi, et les séquelles de l'opération commando ayant brièvement libéré l'ancien chef de la junte, Moussa Dadis Camara, le 4 novembre dernier, l'ancien ministre Tibou Kamara a été appelé à la barre en ce lundi mémorable.

Ce jour-là, les bancs de la salle d'audience vibraient d'une tension palpable alors que les témoins du massacre prenaient la parole pour livrer leurs vérités. En première ligne figurait l'ancien ministre Tibou Kamara, en fonction au moment des faits tragiques.

Interpellé par le procureur sur la véracité des décès au stade, Tibou Kamara a répondu sans ambages : « C'est évident, sinon on n'en serait pas là. » L'interrogatoire s'est poursuivi sur les cas de viols, auxquels l'ex-ministre a répondu avec prudence : « J'en ai entendu parler

aussi, mais je ne peux pas donner la preuve formelle et catégorique. »

Le procureur, persévérant, a ensuite questionné sur les responsables présumés de ces actes odieux : « Pour vous, qui pouvait faire cela ? » À cela, Tibou Kamara a répliqué avec fermeté : « Monsieur le procureur, vous me demandez un travail d'enquêtes à la place de ma déposition de témoins. »

Dans son récit des événements, l'ancien ministre a pris la défense du capitaine Moussa Dadis Camara, soutenant que ce dernier n'était pas

l'architecte de l'envoi des militaires au stade du 28-Septembre de Conakry. Un témoignage qui a réconforté l'avocat du capitaine putschiste, Maître Antoine Pépé Lamah, soulignant qu'aucune planification présidentielle n'avait été établie pour perpétrer les crimes poursuivis.

Déçu par le témoignage du premier intervenant, l'avocat des parties civiles attend patiemment son tour pour interroger le témoin présenté par le ministère public. Maître Alfa Amadou DS Bah a exprimé sa réserve face à une contradiction entre le témoignage de Tibou



Kamara et celui de Monsieur Sidya Touré, appelé au téléphone. Il annonce : « Nous lui poserons des questions tout à l'heure. Peut-être qu'il se souviendra des détails qui feront changer le cours des

choses. »

L'audience se poursuit ce mardi matin, avec Tibou Kamara toujours à la barre, cette fois-ci confronté aux avocats des parties civiles fortement mobilisées.

Algassimou L Diallo

JUSTICE- TIBOU KAMARA SUR LE 28 SEPTEMBRE

«J'ai trouvé le capitaine Dadis assis, les mains sur la tête»

manifestation n'ait pas lieu au stade du 28 septembre parce que ce n'était pas approprié pour la circonstance. Je saurai après que M. Sidya Touré a expliqué que l'heure était un peu tardive et qu'il aurait été difficile à une heure aussi tardive de la nuit de pouvoir discuter avec les co-organisateurs de la manifestation et les convaincre du report, parce qu'on était plus à quelques heures de la tenue de leur manifestation.

Et la deuxième chose, il a voulu rassurer le capitaine Dadis que la manifestation serait pacifique et que de toutes les façons, ce qu'ils ont prévu dans leur programme, c'est de venir rencontrer les militants, prononcer un discours de circonstance et après repartir à leurs domiciles. Le capitaine a demandé encore de reporter à une autre date et de bien vouloir aller organiser la manifestation à Nongo, et puis l'appel a été interrompu. Le capitaine m'a remis le téléphone pour rappeler M. Sidya Touré, je

l'ai rappelé, ils ont refait la même conversation dans les mêmes termes face au même blocage et une nouvelle fois le téléphone ne passait plus.

Et quand le capitaine m'a redonné le téléphone pour rappeler une nouvelle fois M. Sidya Touré, le téléphone ne passait plus parce qu'il était éteint. Je n'ai pas voulu dire cela au capitaine pour ne pas créer un conflit avec M. Sidya Touré, je lui ai simplement dit que le téléphone ne passait plus et qu'on allait essayer d'appeler les autres organisateurs de la manifestation. On a essayé avec Cellou et avec d'autres, mais aucun des téléphones ne passait. Et donc, finalement, puisqu'on n'arrivait à joindre personne, à commencer par le premier interlocuteur, j'ai vu le président Dadis un peu déçu de n'avoir pas trouvé un accord.

Mais il y avait un espoir parce que je rappelle que malgré cette tentative qui n'avait pas abouti, le

lendemain, il était question que les chefs religieux prennent la relève pour continuer les discussions avec les Forces Vives de manière à parvenir à un consensus. C'est dans ce cadre que les chefs religieux se sont rendus très tôt dans la matinée du 28 septembre pour rencontrer Jean Marie Doré et d'autres leaders à son domicile. La rencontre a bel et bien eu lieu, mais je ne peux dire ce qu'il en a résulté puisque je n'étais pas présent et témoin de la scène », a-t-il déclaré, ajoutant qu'après les événements du 28 septembre, le capitaine Dadis lui a demandé de se rendre une nouvelle fois au camp Alpha Yaya Diallo.

« À la fin de la journée, le capitaine Dadis m'a appelé pour me demander si c'était possible que je vienne au camp. Je lui ai dit que cette fois, j'ai bien le désir d'aller au camp, mais qu'il n'y a pas de circulation. On ne peut pas prendre le risque de sortir dans un moment où il y avait des fortes tensions surtout que moi mon

domicile est à Kipé, et dans cette partie de la ville, il y avait plus d'incidents et plus de tensions. Je me rappelle qu'il avait envoyé Issa qui était le gouverneur de Mamou dans un véhicule avec d'autres agents pour me chercher. Lorsque je suis arrivé au camp Alpha Yaya, j'ai trouvé le capitaine Dadis assis dans un couloir, les mains sur la tête.

Lorsque je suis rentré, il m'a dit : Tibou, tu as vu ce qu'on m'a fait ? Est-ce que tu as vu ce qu'on m'a fait ? J'étais un peu surpris parce que c'était une des rares de fois pour ne pas dire la seule fois que je l'ai vu vraiment dans une position de faiblesse. Moi, j'étais habitué à l'homme d'autorité, à l'homme de pouvoir, sûr de lui en toute confiance, dans toutes les situations. Mais là, celui que j'ai vu était littéralement dévasté. Lorsqu'il est entré dans son bureau comme toujours, il y avait d'autres collaborateurs qui étaient assis nombreux dans le bureau. Et je crois que c'étaient ceux qui étaient déployés sur le terrain ou en

tout cas qui appartenaient aux services de sécurité, parce que les premières explications étaient en train d'être données...

Et ce que j'ai entendu, la plupart disaient au capitaine que les victimes l'ont été par bousculade, que la plupart de ceux qui sont tombés sont tombés par bousculade. Lorsque j'ai entendu cela, j'ai dit spontanément, peut-être imprudemment, non Monsieur le président, il y a d'autres aussi qu'on dit avoir été tués par balle. Il a sursauté de son fauteuil, en disant par balle, mais on m'a dit que c'est par bousculade. J'ai dit non, je n'étais pas présent, je ne suis pas témoin, mais c'est une piste à explorer compte tenu de l'ampleur du drame. Et ensuite, il a expliqué qu'il se préparait à autoriser l'évacuation de Cellou à l'étranger pour ses soins, parce qu'il a discuté de cette question avec son père, le président Wade », a témoigné Tibou Kamara.

(source : Guinée114)

LES COULISSES DU RETOUR TRIOMPHANT

André Ayew dévoile les secrets de son transfert au Havre AC et son choix de la Ligue 1

André Ayew a levé le voile sur les étapes de son transfert au Havre AC, officialisé le samedi 11 novembre, marquant ainsi son entrée en tant que joueur libre au sein du club. Cette décision faisait suite à son départ de Nottingham Forest au début du mois de juillet, laissant le footballeur ghanéen sans club pendant un certain temps.

Lors d'une interview avec Canal+, l'international ghanéen a partagé les coulisses de son choix de rejoindre le club de Ligue 1. Ayew a révélé qu'il avait plusieurs opportunités, tant en Ligue 1 qu'à l'étranger, surtout en début de mercato. Il a souligné son désir de prendre le temps nécessaire pour analyser soigneusement la situation et déterminer ses aspirations sur le terrain et en dehors.

Il était clair pour lui qu'il voulait revenir en France. Parmi les options en France, il a admis que s'il ne s'agissait pas de l'OM, il n'aurait pas exploré beaucoup d'autres possibilités. Les éléments du projet du HAC, les ambitions du club, la présence du coach Luka Elsner, du directeur sportif Mathieu Bodmer, et de tout le staff ont été des facteurs déterminants dans sa décision. Ayew a précisé que les discussions étaient en



cours depuis un certain temps, et après avoir minutieusement analysé tous les aspects, y compris les matchs, il était impatient de rejoindre le club, surtout après avoir ressenti l'ambiance le samedi soir.

André Ayew a signé un contrat d'une saison avec Le Havre AC, dont l'échéance est fixée en juin 2024. Sa valeur marchande est estimée à 1,2 million d'euros. Auparavant, à Nottingham

Forest, il percevait un salaire annuel de 2 707 047 euros (1 759 580 550 FCFA). Au cours de la saison précédente, Ayew a inscrit 4 buts et délivré 1 passe décisive en 25 matchs toutes compétitions confondues.

Le prochain défi pour le Havre AC sera le match de la 13e journée du championnat de France contre le FC Nantes.

Africafoot.com

LE HAVRE AC FRAPPE FORT

André Ayew, la nouvelle arme magistrale au service de la remontée en Ligue 1 !

Le Havre AC officialise avec enthousiasme l'arrivée d'une nouvelle recrue de renom en la personne d'André Ayew. L'international ghanéen, libre de tout contrat depuis son départ de Nottingham Forest cet été, a choisi le club de Ligue 1 comme sa nouvelle destination.

Âgé de 33 ans, le milieu offensif apportera son expérience et son talent au Havre AC, actuellement classé 7e en Ligue 1. La confirmation officielle de cette signature tant attendue a été partagée par le club français sur son compte Twitter ce samedi, sans toutefois divulguer la durée exacte du contrat.

Ayew, qui sort d'une saison mitigée avec Nottingham Forest, ayant disputé 13 rencontres en Premier League sans marquer d'impact décisif, effectue un retour remarqué en France. Originaire de Seclin, le joueur a déjà évolué au sein de clubs tels que l'OM, le FC Lorient, et Arles-Avignon.

Selon les évaluations de Transfermarkt, la valeur d'André Ayew est estimée à 1,2 million d'euros. À Nottingham Forest, le milieu de terrain percevait un salaire annuel notable de 2 707 047 euros (1 759 580 550 FCFA).

L'arrivée d'André Ayew intervient à un moment



stratégique, alors que le Havre AC se prépare pour affronter le FC Nantes lors de la 13e journée du championnat de France de Ligue 1 dans un futur proche. Les supporters anticipent avec impatience de voir la contribution de ce talent confirmé au sein de l'équipe.

ENFLAMME LA BUNDESLIGA

Un talent étincelant au sommet des buts, attirant l'attention des grands clubs Européens !



Müller, détenant le record depuis la saison 1968/69, et Robert Lewandowski avec ses 16 réalisations lors de la saison 2019/20.

Les performances exceptionnelles de l'attaquant guinéen ont attiré l'attention des grands clubs européens, dont l'AC Milan, le FC Barcelone, Fulham et l'Olympique Lyonnais. En lice pour le titre de meilleur joueur africain de l'année 2023, Guirassy est

De retour avec une vengeance après une période de convalescence, Serhou Guirassy s'est immédiatement imposé comme l'un des tireurs d'élite de la Bundesliga. Lors du dernier affrontement du VfB Stuttgart contre Dortmund lors de la 11e journée de la Bundesliga, Guirassy a scellé la victoire de son équipe avec un but sur penalty à la 83e minute.

Affichant une performance exceptionnelle, le Guinéen a porté son total de buts dans le championnat allemand à 15 en seulement 11 journées. Une réalisation qui le place au sommet du classement, faisant de lui le deuxième meilleur buteur de la saison, seulement surpassé par Harry Kane.

Malgré une blessure à l'ischio qui l'a privé de deux matchs, Guirassy a atteint ce record en seulement neuf rencontres. Une statistique impressionnante qui le place aux côtés des légendes du football allemand telles que Gerd

devenu un nom incontournable sur la scène du football.

Alors que les spéculations sur son avenir circulent, avec des rumeurs de départ de Stuttgart, Guirassy reste sous contrat avec le VfB Stuttgart jusqu'en juin 2026. Sa valeur estimée atteint les 40 millions d'euros, reflétant sa stature grandissante dans le monde du football.

Sur le plan financier, l'attaquant perçoit un salaire annuel impressionnant de 2 160 000 euros, soit l'équivalent de 1 404 000 000 FCFA. Avec des chiffres aussi remarquables, Guirassy se positionne comme l'un des joueurs les plus convoités sur le marché des transferts.

Alors que le VfB Stuttgart se prépare pour son prochain défi lors de la 12e journée de la Bundesliga contre l'Eintracht Francfort, les yeux du monde du football restent rivés sur Serhou Guirassy, dont la montée fulgurante vers le sommet des buteurs continue de captiver les amateurs de football à travers l'Europe.

Louda Dia